

## RAPPORT MORAL DU PRESIDENT GENERAL

SAMEDI 1<sup>ER</sup> DECEMBRE 2018

Mesdames, Messieurs,  
Messieurs les présidents d'honneur,  
Chers amis ou sympathisants de la Fédération sportive et culturelle de France,

Il y a six ans – déjà six ans ! – vous m'avez élu à la présidence de la fédération. Je savais la tâche difficile et la lourde responsabilité qui serait la mienne. Je l'ai acceptée avec fierté et détermination, sachant que la vie n'est pas un long fleuve tranquille !

Il en est ainsi de la vie des êtres humains comme de la vie d'une association. Alors oui, l'année 2018 n'a pas toujours été un long fleuve tranquille ! Le chemin n'a pas été facile, il a été sinueux parfois mais, comme les marins que j'évoquais dans mon intervention à l'ouverture de nos travaux, nous avons su naviguer et garder le cap.

Avant d'aborder nos motifs de satisfaction et les actions qui feront l'objet d'attentions prioritaires la saison prochaine, permettez-moi d'abord de vous faire part des difficultés que nous avons rencontrées au cours de l'exercice 2017/2018.

### 1 NOS PREOCCUPATIONS ET NOS DIFFICULTES

#### LES DIFFICULTES FINANCIERES

Le déficit enregistré en 2017 par notre institut de formation FORMA et le retard de versement de la subvention du ministère des Sports ont mis la fédération en difficulté de trésorerie. Si la question du maintien de FORMA en tant que filiale FSCF s'est alors posée, son importance dans la mise en place des formations professionnelles et l'intérêt que la fédération porte à ce secteur d'activité se sont très vite imposés.

Pour passer ce cap, nous avons rencontré notre banque et partenaire, le Crédit Mutuel, et trouvé les solutions adaptées à notre situation.

Après quelques mois compliqués, notamment pour faire face aux échéances mensuelles de la fédération, je peux dire aujourd'hui que les finances de la fédération sont saines et les disponibilités financières présentes ; celles de FORMA sont sur la bonne voie même si elles restent encore fragiles.

## LA GOUVERNANCE

Le contexte agité de la rénovation du sport français a été un autre sujet de préoccupation.

Dès le début des travaux lancés à l'automne 2017, la fédération s'est associée à la réflexion collective du mouvement sportif et participé à la concertation organisée par le CNOSF au sein des différents groupes de travail.

Même si avec le mouvement sportif nous restons très mobilisés, la réforme de la gouvernance au profit d'une agence – GIP, groupement d'intérêts publics – qui associerait l'Etat, le mouvement sportif, les collectivités (30%) et les entreprises (10%), nous interroge.

Le financement du sport, la délégation aux fédérations, le maintien du service public et les coupes budgétaires annoncées – diminution des emplois aidés, suppression ou transfert de 1 600 postes de conseillers techniques et du Centre national pour le développement du sport (CNDS) – sont autant de sujets qui engagent notre avenir.

## SOLEADER

La participation du séjour SoLeader aux jeux mondiaux de la diversité, les Gays Games, a suscité de très violentes réactions d'une petite minorité de nos membres.

Sans entrer dans la polémique, je veux rappeler les raisons qui ont motivé notre participation. L'ouverture, le respect, l'autonomie, la solidarité et la responsabilité sont les valeurs fondatrices de notre projet éducatif. C'est dans cet esprit que la participation de la FSCF aux jeux mondiaux de la diversité a été souhaitée et votée par le comité directeur. Elle s'inscrivait en totale concordance avec les objectifs de cet évènement sportif et culturel qui s'appuient sur le sport « pour construire de l'inclusion, pour lutter contre les discriminations, pour promouvoir la diversité et le vivre ensemble ».

Au-delà de l'agitation, le succès remporté par SoLeader a été un motif de satisfaction car, si le taux de participation n'a pas été à la hauteur de notre ambition et nous amènera sans doute à nous interroger sur son concept et son évolution, force est de constater que la réussite était au rendez-vous, tant du point de vue des participants que de la ministre des Sports et des coprésidents de l'association Paris 2018 qui ont salué l'importance et le caractère innovant d'un tel projet en faveur de la jeunesse.

## LE CAMP DES JEUNES

L'annulation à la dernière minute du camp des jeunes de la FICEP a privé 15 jeunes issus de 7 associations d'une rencontre avec leurs homologues européens de la FICEP. Nous avons pris la mesure de la déception des participants et compris le mécontentement légitime des parents. Mais aucune solution satisfaisante n'ayant pu être trouvée, nous avons pris les mesures qui s'imposaient et tiré la leçon de cet échec. C'est ainsi que le comité directeur a proposé aux 15 jeunes une aide financière pour une participation au prochain camp ou à un stage de formation.

## 2 NOS ACTIONS ET NOS SUJETS DE SATISFACTION

### LE 120<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE

Les manifestations commémoratives de notre 120<sup>e</sup> anniversaire ont été les marqueurs forts de l'année.

Cent vingt ans d'existence en faveur du développement et de l'épanouissement de l'être humain méritaient d'être à la hauteur. Nous l'avons été !

Plusieurs évènements ont rythmé l'année 2018 :

- la cérémonie du lancement du 120<sup>e</sup> et la remise du livre à Madame Laura Flessel *La Fédération sport et culture, une institution historiquement originale* le 12 janvier dernier lors de la cérémonie des vœux ;
- le concert de musique à l'église de La Madeleine le 23 juin interprété par 180 choristes amateurs et quatre solistes professionnels. En 1<sup>ère</sup> partie de concert, la composition « Objectif 120 » créée pour l'occasion par Jean Jacques Caplier a été remarquablement jouée par l'Orchestre Batterie Fanfare de Paris FSCF en présence de 600 spectateurs.
- Le colloque *Des acteurs au cœur des enjeux associatifs : l'exemple de la FSCF* a posé la question de la place d'une fédération affinitaire dans le paysage associatif aujourd'hui : son sens ? son avenir ?

Je ne peux clore cette liste des évènements du 120<sup>ème</sup> sans citer les commémorations originales imaginées par l'ensemble des organisateurs de manifestations nationales, mais aussi régionales ou départementales.

Leur succès ont été une source de grande fierté. Ils n'ont pas été uniquement l'occasion de célébrer notre anniversaire, ils ont témoigné de notre vitalité et donné du sens à notre présent.

## LES RELATIONS INSTITUTIONNELLES

Les rendez-vous avec Laura Flessel, ministre des Sports, Cyril Mourin, Conseiller sport du Président de la République, Daniel Zielinski, Conseiller jeunesse et sports du Premier ministre, et les parlementaires, Aude Amadou et Michel Savin ont été les moments forts du début d'année.

Toutes nos inquiétudes n'ont pas été levées bien sûr, je pense notamment aux relations Etat/fédérations et l'obligation d'une double licence pour tous les adhérents faite à plusieurs de nos clubs par certaines fédérations délégataires, mais ces audiences ont été importantes en termes de reconnaissance de nos actions et de faire-valoir de notre spécificité.

Cette saison, nous avons conforté notre ancrage auprès des associations et institutions partenaires.

Dans le champ sportif, au sein du CNOSF, de la plateforme interfédérale I.D.ORIZON – *Ensemble pour un sport partagé*, au Conseil interfédéral des activités aquatiques (CIAA), au Conseil social du mouvement sportif (CoSMoS), au Comité Pierre de Coubertin, à l'Association française pour un sport sans violence et pour le fair play (AFSVFP) et à l'Académie nationale olympique.

Dans le champ de la jeunesse et de l'éducation populaire, au conseil d'administration du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) et au Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP).

Dans le champ culturel, à la Coordination des fédérations et des associations de culture et de communication (COFAC), et à la Coordination des associations musicales de pratiques amateurs (CAMPA).

Egalement au sein de l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), des Mouvements éducatifs de l'apostolat des laïcs et à l'Union générale sportive de l'enseignement libre (UGSEL).

Notre représentation est nécessaire au sein de ces instances si nous voulons participer au dialogue et revendiquer notre place ; elle est indispensable dans le contexte de la gouvernance du sport, comme pour toutes les fédérations affinitaires et multisport qui partagent les mêmes valeurs, celle d'un sport pour tous au service de l'épanouissement de tous. C'est la raison de notre engagement au côté des huit fédérations membres fondateurs de la plateforme interfédérale ID.Orizon.

L'audience de la FSCF a été renforcée auprès du ministère des sports et la qualité des relations que nous entretenons avec ses services mérite d'être soulignée. Notre collaboration s'est ainsi traduite par un soutien financier de 600 000€.

Pour ce qui concerne le ministère de la Culture, deux actions ont fait l'objet d'un financement pour un montant de 15 000€ : le développement de l'offre de ressources pour les troupes et publics amateurs et la rencontre d'artistes professionnels par des pratiquants amateurs.

Enfin, la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'Education nationale a accompagné nos actions par une aide de 20.000€.

L'assemblée générale de la Fédération internationale catholique d'éducation physique et sportive (FICEP) organisée par la FSCF à Nice le 6 avril dernier et le séminaire *La FICEP dans le paysage associatif* ont été des moments institutionnels importants. Ils ont permis de faire le bilan des actions engagées et d'échanger sur les orientations à suivre. Des pistes de travail ont été dégagées même si des différences existent avec nos partenaires, notamment en termes de développement.

Le séminaire était animé par notre vice-présidente, Laurence Munoz, Maître de conférences universitaire (ULCO), secrétaire générale adjointe de la FICEP, et Monsieur Thierry Zintz, Professeur en management des organisations sportives à la Faculté des Sciences de la Motricité de l'Université catholique de Louvain (Belgique).

## **LA REORGANISATION FONCTIONNELLE DU SIEGE FEDERAL**

La réorganisation des services du siège a été validée par le comité directeur le 17 septembre 2017. Le schéma retenu comporte un comité de coordination qui traite des sujets majeurs et suit l'avancement du plan d'actions, et 3 pôles managés par trois responsables, dont la directrice technique nationale :

- un pôle développement et promotion ;
- un pôle activités, formation, accompagnement des territoires ;
- un pôle administratif, juridique et financier.

La réorganisation telle que définie permet maintenant un fonctionnement efficient. Les fonctions et les missions des équipes de salariés, mais aussi des élus et des nommés, clairement identifiées doivent contribuer au développement de la fédération et à la mise en œuvre du plan d'actions inscrit dans son projet de développement (PDF) 2017-2020.

## **LE PROJET DE DEVELOPPEMENT FEDERAL**

Le travail sur le projet de développement fédéral initié en 2016 pour la mandature 2016-2020 s'est poursuivi. Pour la saison 2017/2018, sur les 41 actions à réaliser, 19 ont été mises en œuvre, 21 sont en cours d'achèvement, dont 18 qui seront prolongées sur la saison 2018-2019, car les préconisations de 2018 nécessitaient une mise en œuvre en 2019.

Un travail important sur la comptabilité générale et la comptabilité analytique a été réalisé par la trésorière générale. Il s'agit de l'un des objectifs de la réorganisation fonctionnelle du siège fédéral pour améliorer le contrôle de gestion.

Complémentaire à la comptabilité générale, la comptabilité analytique permettra un meilleur traitement des données, une meilleure communication financière auprès des acteurs et des instances, et facilitera les prises de décisions à travers l'analyse des coûts.

## **LA REFORME TARIFAIRE**

Face à la baisse des dotations des collectivités, à la difficulté de trouver des financements et à l'évolution des politiques publiques, notamment dans le soutien à l'emploi et les subventions, il est impératif d'augmenter nos ressources propres pour garantir notre avenir.

La réforme sur la tarification conduite sous la précédente mandature nous a permis de revaloriser nos titres d'appartenance et de trouver une cohérence vers nos structures régionales par l'application d'une tarification unique par catégorie.

Dans la continuité de la première réforme, nous avons engagé une réflexion sur une harmonisation de la tarification avec comme objectifs une simplification et une unification des tarifs pour toutes les associations, le maintien des ressources de toutes les structures fédérales et une gestion administrative simplifiée des licences.

Des réflexions sont conduites avec les trésoriers des comités régionaux, sur un système de licence à tarif unique par secteur d'activités en vue d'un lancement pour la saison 2020/2021 ou 2021/2022. Mais, l'exercice s'annonce difficile compte tenu des écarts existants et du nombre de cas particuliers à résoudre.

En ce qui concerne la S2I - service d'intervention informatique - nous continuons nos investigations pour simplifier l'ensemble des processus fédéraux via une plateforme qui s'adossera au site internet.

## LA FORMATION

La formation à tous les niveaux de responsabilités est un enjeu majeur pour le présent et l'avenir de la fédération. Elle est au cœur de nos préoccupations. Pour assurer la pérennité de nos structures, la formation des ressources humaines politiques et managériales s'est poursuivie, notamment via les séminaires d'accompagnement des dirigeants fédéraux et les stages de formation des agents de développement, forces vives au service de nos territoires. Dans le cadre des actions de formation, nous prévoyons de reprogrammer prochainement les stages d'éveil aux responsabilités.

Les rassemblements fédéraux : conseil du territoire, séminaire de rentrée, séminaire des commissions nationales, assises de printemps, ont également été des temps de formation indispensables et incontournables.

Notre institut de formation, FORMA, a poursuivi la gestion des formations professionnelles et son accompagnement des formations fédérales. Son rôle est essentiel dans l'accompagnement des territoires, car il sera de plus en plus difficile pour les territoires, dont ce n'est ni le métier ni l'activité principale, de mettre en place des formations et d'accueillir tous les publics (demandeurs d'emploi, personnes prises en charge...).

Aujourd'hui FORMA' a su s'adapter aux nouvelles exigences issues de la réforme de la formation professionnelle. Mais nous devons rester vigilants, car de nouvelles réformes, avec de nouvelles contraintes, vont prochainement voir le jour.

## LES ACTIVITES

Les commissions nationales, renouvelées au cours de l'exercice 2017, sont opérationnelles. Les missions et fonctions de chacun ont été précisées. La feuille de route a été fixée ; elle concerne prioritairement l'adaptation, la rénovation et le développement des activités. C'est un chantier essentiel, car les activités sont notre raison d'être.

Si certaines d'entre elles, portent des actions prioritaires de développement – je pense en particulier à l'éveil et à la gym form' détente – toutes méritent notre attention.

Après quelques mois de gestion, je peux d'ores et déjà dire qu'elles sont animées avec dévouement et compétences par les responsables nationaux et les membres des commissions techniques pour répondre aux objectifs que nous nous sommes fixés.

Je remercie ici tous ceux qui ont accepté cette mission et leur dire que leur engagement est essentiel pour l'avenir de la Fédération, parce que notre développement ne sera assuré que par une offre innovante, originale, accessible à tous et respectueuse de notre identité.

### 3 LES GRANDES ORIENTATIONS 2018-2019

La mise en œuvre de 57 actions pour l'année 2019, articulées autour des axes : « Promouvoir les activités en assurant leur développement » et « accompagner le développement sur le territoire par un positionnement fédéral au service du public et une démarche économique durable » sera notre feuille de route.

Elles seront notre fil conducteur.

Nous nous attacherons plus particulièrement à :

- adapter notre offre de formation aux besoins de nos associations et des structures territoriales quel que soit le niveau de responsabilité ;
- développer le programme santé Atout form sur le territoire et à le faire connaître des financeurs publics et des agences régionales de santé ;
- rechercher des partenaires pour garantir les conditions de notre autonomie ;
- être plus proche du territoire par le conseil du territoire et l'appui du service vie associative ;
- consolider notre modèle économique et celui de nos filiales FORMA' et FGSPF ;
- réfléchir au renouvellement du comité directeur pour la prochaine mandature.

Pour ce faire, le projet de développement sera traduit en actions concrètes qui pourront être mises en œuvre sur tout le territoire. Ce sera l'enjeu d'une déclinaison locale adaptée par chaque territoire pour déclencher un véritable développement.

### 4 CONCLUSION

Mesdames et Messieurs, la saison qui s'achève a mis en exergue nos difficultés et nos atouts.

Si le contexte est préoccupant et le futur encore flou, notre projet est cohérent, notre cohésion totale et notre détermination immense.

Alors, comme toujours nous répondrons à l'adversité avec l'esprit d'équipe qui nous anime parce que le groupe est infiniment plus fort que la somme des individualités.

Je suis convaincu que le développement est à notre portée et que nous allons le réussir.

Je suis pour ma part, pleinement engagé à vos côtés pour assurer le succès des objectifs que nous nous sommes fixés.

Avant de terminer ce bilan de l'exercice 2017/2018, je voudrais remercier tous ceux qui ont mis leur compétence et leur énergie au service de la vie fédérale, élus du comité directeur, des comités régionaux et départementaux, membres des commissions fédérales, régionales et départementales, salariés de toutes nos structures et tout spécialement du siège fédéral et de la direction technique nationale.

Je vous remercie pour votre attention.

Christian Babonneau